

Plus que jamais. . .
Politique d'abord !

Charles Maurras

1937

Édition électronique réalisée par
Maurras.net
et
l'Association des Amis
de la Maison du Chemin de Paradis.

— 2011 —

Certains droits réservés
merci de consulter
www.maurras.net
pour plus de précisions.

Introduction de L'Étudiant français¹

Il est de vieilles vérités qui ne dépendent de personne. Elles s'imposent à tous. L'Action française les a fortement établies ; elle a montré que, à les méconnaître, c'est à soi-même que l'on faisait d'abord du mal.

La monarchie en France est le moyen nécessaire de l'ordre, du progrès, et, par conséquent, des réformes réelles, de toutes celles qui ne sont pas des trompe-l'œil.

Ordre social, ordre national, ordre économique et moral, il y faut d'abord la monarchie installée, le roi régnant et gouvernant.

Qui renverse cet ordre se moque du public et tue la propagande.

Que, au surplus, ce renversement de l'ordre des facteurs naturels puisse être l'œuvre de royalistes, il y a de quoi en tirer des réflexions assez amères ; car, si l'ordre et la conservation, le progrès et les réformes, la satisfaction des travailleurs et les nécessités générales de la production étaient réalisables en démocratie républicaine, la monarchie ne servirait plus à rien et les royalistes ne proposeraient plus au pays qu'un ornement inutile, parasitique et coûteux.

Toute application réelle d'un programme social sérieux comporte donc d'abord une réorganisation politique réelle ayant éliminé la démocratie et rétabli en fait la monarchie.

Politique d'abord.

Le véritable fondateur de la doctrine sociale catholique, le marquis de la Tour du Pin, avait un moment douté de la priorité du Politique :

¹ Nous reproduisons notre texte à partir du numéro de *L'Étudiant français* daté du 25 avril 1937, où il est précédé d'une introduction, sous le titre « Plus que jamais... Politique d'abord ». Nous la reproduisons ici en italique. La lettre de Maurras elle-même est sous-titrée dans *L'Étudiant français* « Lettre de Charles Maurras à un de ses amis ». Les notes sont imputables aux éditeurs.

C'était en 1892, quand les instructions pontificales conseillaient le ralliement à la République. Mais la réflexion et l'expérience détournèrent la Tour du Pin; elles lui firent voir et toucher du doigt l'erreur de son doute transitoire. Le 21 janvier 1909, il écrivait à Charles Maurras : « J'aperçois dans votre œuvre, et dans elle seulement, la voie du salut bien repérée. »

Enseignement auquel il est indispensable de se référer aujourd'hui.

Aujourd'hui, en effet, quelques sots, manoeuvrés par des intrigants suspects, prônent une « propagande sociale » qu'ils opposent au « Politique d'abord ».

— Sans doute, disent-ils, « Politique d'abord » est une bonne position doctrinale, mais dans la pratique doit lui être substituée une savante propagande « sociale » en vue d'atteindre les « masses », fin du fin, suprême objectif des habiles !

Question de tactique, de manœuvre encore, ajoutent ces malins; et, ce faisant, assurent ces messieurs, s'ils ne sont plus d'accord avec l'Action française, ils sont fidèles au « maurrassisme ».

Le « maurrassisme » a bon dos, mais Charles Maurras ne se laisse pas grimper sur l'échine.

Nous avons la bonne fortune de pouvoir publier la lettre que, voici deux mois, Charles Maurras adressait à un ami; cet exposé familial, tout de bons sens, d'expérience et de calcul rationnel, fera peut-être réfléchir.

L'Étudiant français.

Mon cher ami,

Votre lettre et celle de M. X... me causent surtout de l'étonnement.

Ne me prenez pas pour un adversaire de la Corporation. J'ai été un des premiers à tenter de la mettre à la mode.

Quand personne n'en parlait plus, j'ai été le premier à mesurer le parti que l'on peut et que l'on doit en tirer, et l'effet que l'exposé de ce régime produit sur certains auditoires, les uns populaires, les autres bourgeois.

Mais je sais aussi par expérience ce que *l'on ne peut pas* en tirer. Tant que la révolution royaliste n'est pas faite, *tant que le roi n'est pas l'État*, le groupement professionnel est très limité dans ses effets, quand il n'est pas un

simple adjuvant à l'action politique. Encore ne peut-il pas convenir et ajouter à tous les genres d'action.

Au fond, il n'y a pas d'illusion à se faire, la propagande corporative est surtout une affaire d'élite — d'élite ouvrière, d'élite rurale — plus que de peuple, plus que de « masses ». Si l'on s'y trompe, on se prépare d'étonnantes surprises !

Mais les plus étonnés devront être les hommes de mon âge qui ont vu la même méprise naître, grandir, donner lieu à un écho éclatant, puis ce fiasco ne servir de rien, ayant été totalement oublié !

Car enfin, Z... peut être éloquent, il ne l'est pas autant que M. de Mun, et son éloquence ne vaut pas celle de l'Église, qui, d'ailleurs, était *tout entière* derrière M. de Mun. Vous avez certainement entendu parler des Cercles catholiques d'ouvriers. Beaux départs ! fanfares ! discours ! sermons ! bénédictions ! Adhésions de socialistes révolutionnaires comme vous en avez eu ces temps-ci ! Fête et refête de la corporation — simples déjeuners de soleil ! Quelques saisons en ont vu la fin. Pourquoi ? Parce qu'il était matériellement impossible de *réaliser* la corporation en République. Le bon ouvrier, le bon patron, ont été déçus, et vite !

Les uns ont filé, les autres ont passé à la démocratie chrétienne, aux abbés démocrates, à ce catholicisme révolutionnaire qui a désespéré les derniers jours de M. de Mun. Un abbé qui l'horripilait, l'abbé Naudet², tenait un journal rouge-rouge qui s'appelait *La Justice sociale*... Il a fait tous les communistes qu'il a voulus ; les Florimond Bonte³ ont pullulé de ce côté.

Encore une fois, ceux qui, comme Z..., se prétendent les hommes de l'avenir, devraient connaître le passé pour ne pas recommencer des vieilleries archi-condamnées par l'expérience.

Et ce n'est pas sur ce plan ridicule que l'Action française eût réussi à opérer la renaissance de l'idée monarchiste !

² Paul Naudet (1859–1929), l'une des figures importantes de la démocratie-chrétienne à l'époque.

³ Florimond Bonte (1890–1977) est emblématique de ce que dénonce ici Maurras, puisqu'il fut successivement militant démocrate-chrétien, puis socialiste, pour se retrouver, mené par ses préoccupations sociales, au Parti communiste français en 1920. Dirigeant de la Fédération du Nord, il est membre du Comité central et du Bureau politique. Déchu de son mandat de député en février 1940, il est emprisonné en France puis en Algérie. Libéré en mai 1943, il est nommé en novembre de la même année, par le général De Gaulle, à l'Assemblée consultative provisoire où il est l'un des représentants du groupe communiste. Il assure également des fonctions importantes au sein de la presse communiste. Après guerre, il redevient député PCF de la Seine jusqu'en 1958.

Ce qu'il y a de plus fort et même de plus violent dans cette *tentative de déraisonnement*, c'est le moment choisi. Un moment où chacun risque de s'éveiller assassiné dans son lit, ou entouré des flammes de l'incendie de sa maison ; alors qu'il faudrait passer tout son temps à aiguiser et à redire le « Politique d'abord » ; quand il faudrait se donner tout entier à l'organisation locale et régionale de l'auto-défense, en liaison *réglée* avec tous les nationaux, nous efforçant de leur donner notre âme et notre cœur (comme on le fait déjà bien à L., à M., à N. par exemple), quand il faudrait se dire tous les matins, tous les soirs, la mise en garde régulière contre la *révolution* et contre la *guerre*, il serait démente pure d'aller prêcher, comme Z. . . , l'empêchement et l'enlèvement dans le corporatif et dans le social !

Le plus fort, c'est que je lis avec vous dans la lettre de X., le blâme au colonel de La Rocque ! Mais c'est le programme du colonel de la Rocque que Z. va chercher !

L'œuvre du fameux colonel a consisté, pendant trois ans : 1° à retirer de la rue, de la politique active et militante, du « politique d'abord », quelques centaines de milliers de bons Français ; 2° à les jeter dans le *social* ; pour les noyer (bientôt) dans l'électorat qui viendra aussi pour Z. comme il est venu pour La Rocque !

C'est fou, fou, fou.

La situation est *sérieuse*, elle est *grave*, et c'est un langage *grave et sérieux*, tel que l'Action française le donne, que le pays veut entendre. Ce qu'il y a de *masses* populaires avec nous, et il y en a beaucoup, n'a pas besoin qu'on lui démontre la nécessité *d'élites* pour les encadrer et les conduire, *les empêcher de partir sur un faux signal*, les grouper et les commander *au bon moment*. Jamais il n'a été plus nécessaire de se retrouver auprès de chefs éprouvés.

Jamais d'ailleurs, les désordres de la démagogie oratoire n'ont eu moins de chances de succès pour un programme comme le nôtre, national et royal. La preuve suit :

Il faut voir les masses d'abord comme elles *sont*, puis comme elles *seront*.

Comme elles sont : on leur a donné depuis dix mois beaucoup de choses : des salaires nominalement plus élevés, des congés, des promesses nouvelles. Tant que cet état de demi-contentement et de demi-espérance durera, il est ridicule de courir derrière les masses en leur faisant des offres de sous-enchère.

On leur a donné un cochon entier et vous leur proposez une tranche de jambon ! Elles rient et riront, et, ma foi, de leur point de vue, elles auront raison de se ficher de vous !

Elles ont reçu cent francs en acompte sur mille qu'elles espèrent encore recevoir. Vous vous frappez la poitrine en vous déclarant leur seul véritable ami, mais en leur donnant deux sous et en leur en promettant dix : là encore la démarche fera rire de vous !

Sur ce terrain, pour le moment, le Blum est imbattable. Si vous voulez le battre, attaquez-le sur un autre terrain : par exemple *la guerre qu'il prépare*. Là, sauf quelques milliers de syndicalistes fanatisés, l'immense majorité veut la paix. Là vous pouvez avoir Blum. Mais la paix, c'est du politique, ce n'est pas du social. L'action sociale, telle que *nous* pouvons la mener, n'aura jamais été plus inefficace, *auprès des masses*, qu'en ce moment.

Mais voyons les masses telles qu'elles seront d'ici quelques temps, quand les sottises financières auront opéré et que la déception sera venue, *totale et presque unanime*. Il faut pour cela que Blum ne soit pas parvenu à esquiver ses responsabilités et à les rejeter sur les bourgeois. Je crois qu'il y échouera, en effet. Mais alors, si ce moment de juste colère du peuple se produit, nous aurons autre chose à faire qu'à *prêcher* la corporation, nous aurons à la *faire* APRÈS AVOIR FAIT LA MONARCHIE, qui en est la condition.

Nous ferons la monarchie par l'action politique sur les masses furieuses contre ceux qui les ont trompées ou trahies, et la monarchie récompensera les masses de leur concours en leur donnant la corporation.

Mais, au nom du ciel, ne mettons pas la charrue avant les bœufs et ne nous figurons pas que le tableau de l'idylle corporative, la peinture du bonheur corporatif à venir, soit un moyen d'action bien puissant et bien pénétrant ! Parlons-en, certes. Ne nous figurons pas qu'il y ait là le « Sésame ouvre-toi » de l'heure et du jour !

Je vois que l'anarchie des nationalistes de... inquiète nos amis X. et Y. Ils ont bien raison en effet. C'est le mal courant, sensible partout. Mais pour guérir⁴ le pays d'un rhume, même grave, ne lui donnons ni la peste ni le choléra ! et l'intempestif recours aux orgeats et aux guimauves du « social » est plus redoutable que la peste et le choléra. Pourquoi ? *Parce que c'est un abandon de terrain !* Du terrain politique et des victoires qu'il permet.

Je conclus :

Toutes les *études* sociales du monde ! Toutes les études corporatives ! Et tant qu'on voudra ! Et encore ! Et toujours ! Elles peuvent prendre, chemin faisant, d'utiles services. Mais ce sont des *études*. Que l'étude soit sociale !

⁴ Notre texte porte ici le verbe *conquérir*, qui ne semble pas avoir grand sens dans la phrase. Lapsus ? erreur de retranscription ? — on sait combien l'écriture manuscrite de Maurras était difficile. Nous lui substituons *guérir*, plus vraisemblable.

Mais l'action doit être politique, et j'oserais dire, maintenant, non plus *politique d'abord*, mais *politique uniquement*.

Que l'on ne voie pas cela aujourd'hui, c'est à crier de douleur ! Surtout que l'on ne sente pas que tous les souffles policiers du régime tendent à nous précipiter dans une fausse direction, il faut être un orateur à tête légère, et encore plus légère que celle de la plupart des orateurs « sociaux » pour faire honnêtement la besogne de Z.

À moins que ce ne soit moi qui radote et qui, en prison, aie laissé moisir le principe du « maurrassisme »... Cependant, là, je suis assez tranquille ! Car il n'y a pas de « maurrassisme », il n'y a que du bon sens. Comme il n'y a pas de « monarchie maurrassienne » ainsi que le croit X., il y a la monarchie tout court, seul moyen de parer à la culbute définitive de la Patrie, mais une monarchie réelle, et non sur le papier ou dans la bouche d'orateurs tourneboulés et tourneboulants.

Je n'ai eu, quant à moi, jamais qu'une ambition : cette monarchie. Pour la faire ? Non ! Pas même ! *Pour la voir*. La voir faite, par de plus habiles, de plus heureux et de plus forts que moi. Mais je ne veux pas voir défaite, je ne veux pas voir défaite l'œuvre de 40 ans par un petit groupe d'idiots qui retournent, sans même le savoir, à tous les plus abjects vomissements de 1875 et de 1885. Je ne veux pas voir détruite l'œuvre de notre vie et j'ai le devoir de mettre nos amis en garde contre cette destruction où l'imbécillité n'a pas moins (mais pas plus) de part que la canaillerie.

La France peut se réveiller un de ces matins dans un cercle de massacres et d'incendies auprès desquels ceux de la Commune n'auront été que de la Saint-Jean ! Mais, soit en avant de cette catastrophe, soit après, *les chances de la monarchie ne font que monter*. Qui donc a intérêt à les faire descendre ? Qui ? Je ne crois pas à avoir à donner l'adresse du n° 11 de la rue des Saussaies, ni du n° 79 de la rue de Grenelle⁵.

J'ai refusé de voir Navachine⁶. Tel des mais de Z. et du fameux colonel n'en pourraient pas dire autant.

⁵ 11, rue des Saussaies : alors l'une des adresses principales du ministère de l'Intérieur, elle abritait entre autres la Sûreté générale ; 79, rue de Grenelle : l'Hôtel d'Estrées, qui abritait l'ambassade d'Union soviétique.

⁶ Dimitri Navachine (1889–1937), journaliste et économiste russe, représentant officieux de l'U. R. S. S. auprès des milieux d'affaires parisiens, directeur de la Banque commerciale pour l'Europe du Nord de 1925 à 1930 et ami personnel du ministre Anatole de Monzie, lequel fit reconnaître l'U. R. S. S. par la France et négocia le remboursement, très avantageux pour l'Union soviétique, de l'emprunt russe. Il avait été assassiné par la Cagoule le 23 janvier 1937.

Puissent ces derniers mots éclairer vos amis sur les formidables périls auxquels les exposent le verbiage, en apparence innocent, d'hommes sans réflexion, sans information, sans relation, sans expérience, comme Z. et ses pareils. Ce dont ils font le jeu dans l'ombre s'appelle la Police, la Révolution, l'Étranger.

Le nationalisme intégral continue. Du point de vue de l'intelligence comme du point de vue de l'action, il faut choisir entre la trahison et nous. Ce n'est pas en trahissant la Nation, la Doctrine, l'Ordre, le bon sens, que de faux monarchistes avanceront les affaires de la Monarchie.

Amitiés.

CHARLES MAURRAS.

